

ailleurs reste vivace dans l'esprit des travailleurs, contrairement aux villes de province ou les possibilités d'embauche dans les autres entreprises peuvent être assez facilement appréciées. Dans le premier cas la tentation est grande de recourir à la solution individuelle ; dans le second, c'est la réaction collective qui apparaît comme la seule solution.

Du fait de la présence d'une avant-garde révolutionnaire, c'est à l'usine de Romainville qu'ont eu lieu les premières réactions. Une première manifestation (800 personnes), à l'initiative de FO et CFDT-Romainville s'est déroulée devant le siège social sans la présence des travailleurs de la Plaine-St Denis. C'est seulement la deuxième manifestation qui a permis la jonction des travailleurs des deux usines, permettant une mobilisation beaucoup plus forte (2000 personnes), manifestation au terme de laquelle le mouvement est retombé à cause de l'absence totale de perspectives.

Depuis cette période (novembre 71) aucune lutte n'a été menée mise à part un baroud d'honneur à l'usine de la Plaine-St Denis où les travailleurs ont refusé le démontage des machines destinées à être transférées à Romainville. Feu de paille sans lendemain.

Une combativité inutilisée

La deuxième manifestation au siège témoigne d'une forte mobilisation ayant des racines dans toutes les catégories du personnel (y compris les cadres dont certains sont menacés dans leur emploi). Cette combativité est demeurée immobilisée, sans perspectives pour trois raisons :

— 1 La stratégie électoraliste du PCF.

— 1 La stratégie électoraliste du PCF

La CGT est la première force syndicale, deux fois plus importante que la CFDT. Elle a perdu de son implantation ouvrière dans des proportions effarantes depuis 68. Entre 68 et 72, chez les ouvriers le nombre de syndiqués est passé de 360 à 42 ! De par sa pratique antérieure qui explique sa baisse d'audience, elle ne possède plus en son sein de forces suffisantes capables de pousser la bureaucratie à proposer une perspective quelconque de lutte.

Dans ces conditions la fraction PCF, assez droitière, a pu se permettre de ne poser le problème des licenciements qu'en termes électoralistes qu'elle fait sur le chômage : augmentations des salaires qui relancera la consommation, la production et donc créera des emplois. D'emblée le problème des licenciements à Roussel-Uclaf a été replacé dans le cadre du gouvernement d'union populaire qui nationaliserait l'industrie pharmaceutique.

— 2 La faiblesse de l'implantation de masse du courant révolutionnaire.

Les révolutionnaires sont présents dans FO et la CFDT. FO se réduit purement et simplement aux militants et sympathisants LO (une quinzaine d'adhérents). Quant à la CFDT (une centaine de syndiqués) c'est le courant « Maire » qui est le plus apparent. Au moment de la riposte ouvrière nous y avons un sympathisant.

Il existe en outre un petit nombre de militants combattifs à la CGT et inorganisés.

Cette avant-garde « révolutionnaire » n'a pas encore suffisamment d'assise, ni de cohésion pour concevoir un quelconque plan de riposte et proposer des initiatives capables d'être suivies massivement. LO, bien qu'ayant un nombre de militants et sympathisants assez impressionnant et bien qu'étant présent dans la boîte depuis 10 ans, n'a pas une implantation significative. Quant à la CFDT les militants révolutionnaires sont trop peu nombreux et trop nouveaux.

— 3 Des conditions défavorables pour déclencher un mouvement dur.

La production est très ralentie et la réserve de stock très importante (3 mois dans la plupart des fabrications). La possibilité d'un blocage des stocks entreposés en partie dans un dépôt extérieur à l'usine apparaît très peu réaliste.

La contre offensive patronale

La contre offensive patronale

La direction s'est attachée en premier lieu à reprendre le contrôle de l'encadrement qui s'est révélé assez combatif surtout lors de la seconde manifestation. Il menace donc de fermer le service de recherche si le calme ne revient pas rapidement : menace réelle quand on sait que des accords ont déjà été passés avec le géant allemand HOECHST dans ce domaine.

Vient ensuite la phase de séduction : payer à « ceux qui veulent s'en aller d'eux-mêmes » le gros paquet pouvant atteindre plus d'un million d'AF.

Enfin la tactique de la direction visera désormais à tester les capacités du mouvement en affaiblissant les quelques foyers combattifs d'où une éventuelle étincelle pourrait réanimer la combativité latente (la section syndicale FO et un groupe d'ouvriers d'inspiration GP). Pour cela, elle provoque l'avant-garde par l'intermédiaire de ses flics-maisons et élimine un par un une importante partie des militants combattifs (bousculades et provocations diverses transformées en « coups aux gardiens » permettent plusieurs licenciements). Elle utilise aussi un groupe de nervis qui embarquent un jeune militant le matin à la porte de son domicile. La séquestration dure une journée. Quelques temps plus tard ce jeune ouvrier est licencié pour absence injustifiée le jour où il a été séquestré.

Face à cette contre-offensive patronale, la riposte ouvrière est de faible ampleur. Un débrayage de 24 h organisé par la CFDT, FO et la CGT, pour réagir contre le licenciement de 2 délégués FO et d'un militant CGT ne fait sortir que 300 travailleurs sur 3700. La mobilisation est retombée et la CGT s'applique à la maintenir à un faible niveau. Lors de ce débrayage de 24 h elle donne dès le midi, des consignes de reprise du travail. Après la séquestration évoquée plus haut elle sort un communiqué laconique et fait tout pour laisser planer le doute sur la véracité de cet événement.

Tout danger paraissant désormais écarté Roussel commence à mettre sérieusement en chantier son plan de réorganisation. Les premières charettes ne sont pas encore annoncées que déjà les cadences augmentent. Les machines tournent à plein pour satisfaire une nouvelle demande. Les heures supplémentaires se multiplient. On embauche des travailleurs intérimaires.

Notre intervention

Au moment où les licenciements sont annoncés notre intervention sur Romainville ne date que de 6 mois et nous n'avons le contact qu'avec un délégué CFDT, sympathisant. Elle a donc été marginale.

Dans notre bulletin d'entreprise « L'Étincelle » nous avons suggéré certaines perspectives pour organiser la lutte (rencontre des syndicats des usines touchées par les licenciements ou menacées). Nous avons avancé les mots d'ordre de l'organisation, mêlant souvent avec peu de doigté des revendications plus immédiates (40 h immédiatement, sans réduction de salaire ; retraite à 60 ans). Tout y est passé, y compris le mot d'ordre « d'ouverture des livres de compte et contrôle par une commission élue par les travailleurs », sans faire la part de ce qui a un intérêt immédiat pour la mobilisation actuelle et un intérêt d'éducation.